

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par les Vice-Premiers Ministres et Ministres des Réformes institutionnelles, le 13 août 1991, d'une demande d'avis sur un projet de loi spéciale "modifiant la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions", a donné le 28 août 1991 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 13 augustus 1991 door de Vice-Eerste Ministers en Ministers van Institutionele Hervormingen verzocht hun van advies te dienen over een ontwerp van bijzondere wet "tot wijziging van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en Gewesten", heeft op 28 augustus 1991 het volgend advies gegeven :

Le Conseil d'Etat n'a pas pu déterminer si l'avis de l'inspecteur des finances et l'accord du Ministre du Budget avaient été obtenus ou même sollicités.

Toutefois, étant donné l'importance du projet et son urgence, il a estimé devoir émettre le présent avis, sous la réserve de l'accomplissement de ces formalités.

*

*

*

Le Conseil d'Etat est saisi d'un projet de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

La loi spéciale en projet se donne un double objet. D'une part, elle fait de la redevance radio et télévision "un impôt communautaire à part entière" (commentaire de l'article 2). D'autre part, elle autorise les Communautés à percevoir des centimes additionnels et à accorder des remises sur l'impôt des personnes physiques "dans les mêmes conditions que celles fixées pour les Régions" (commentaire de l'article 3).

L'auteur du projet ne manque pas, dans l'exposé des motifs, de relever que "l'attribution d'une véritable compétence fiscale à la Communauté française et à la Communauté flamande pose un problème juridique" important qui tient, pour l'essentiel, à l'absence de "sous-nationalités", "en Belgique en général et dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale en particulier".

La loi spéciale entend résoudre cette difficulté. Elle cherche ainsi à donner effet utile aux articles 110, § 2, - qui organise au profit de la Communauté une compétence fiscale autonome qu'elle est amenée à exercer "par un décret" - et 59bis, § 6, de la Constitution - qui laisse à la loi spéciale le soin d'organiser un "système de financement" complémentaire au profit de la Communauté et qui, par son silence, n'exclut pas le recours à un décret pour arrêter les modalités concrètes du financement qui est ainsi organisé.

En ce qui concerne la redevance radio et télévision, le système en projet peut être décrit comme suit.

L'Etat resterait compétent pour fixer, dans une loi, la base d'imposition de la redevance et les exonérations (article 5bis, § 3, en projet).

La Communauté, elle, serait compétente, à partir de l'année budgétaire 1992, pour modifier par décret le montant de la redevance qui est perçue dans la région linguistique correspondante (article 5bis, § 2, alinéa 1er, en projet).

Le montant ainsi établi en toute indépendance par chacun des Conseils des Communautés française et flamande pour ce qui concerne respectivement la région de langue française et la région de langue néerlandaise n'irait cependant pas sans produire des effets dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, puisque, dans cette région, aux termes de l'article 5bis, § 2, alinéa 2, en projet, "le montant de l'impôt visé au paragraphe 1er, est égal à

.../...

l'addition de 80 p.c. du montant applicable dans la région de langue française et de 20 p.c. du montant applicable dans la région de langue néerlandaise". Corrélativement, le produit net de l'impôt perçu dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale serait partagé entre les deux Communautés selon la même proportion, en vertu de l'article 5bis, § 4, en projet. L'exposé des motifs résume comme suit ce mécanisme : "Les décrets des Communautés ne s'appliqueront pas directement à Bruxelles, mais l'imposition fiscale y variera en fonction de la politique fiscale que celles-ci mèneront en fonction de leurs besoins et possibilités propres".

Interrogée par l'auditeur rapporteur sur la compétence du législateur spécial pour étendre ainsi à la région bilingue de Bruxelles-Capitale les effets de décrets des Communautés française et flamande, la déléguée du Gouvernement a répondu notamment en ces termes :

"La loi en projet se fonde essentiellement sur l'article 59bis, § 6, alinéa 1, de la Constitution. Comme l'avait observé le Conseil d'Etat dans son avis relatif au projet de loi spéciale "relative au financement des Communautés et des Régions", il s'agit, par cette loi, de régler le financement des Communautés en leur attribuant une compétence fiscale complémentaire - mode dérivé de financement - et non pas de régler le pouvoir fiscal propre qui leur est directement attribué par l'article 110 de la Constitution (doc. parl., Ch., 635/1 - 1988, pp. 62 à 64).

En effet, outre qu'elle attribue aux Communautés le produit de la redevance radio et télévision et une partie du produit de l'impôt des personnes physiques, la loi en projet autorise les Communautés à modifier le montant de la redevance précitée ainsi qu'à percevoir des centimes additionnels et à accorder des remises sur l'impôt des personnes physiques. Elles ne peuvent toutefois exercer cette compétence fiscale complémentaire que sur le territoire de la région unilingue

.../...

correspondante et non pas sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale. Pour ce territoire, c'est la loi spéciale en projet qui fixe elle-même le mode de calcul des montants, additionnels et remises à appliquer, ainsi que la répartition entre les Communautés des recettes perçues conformément à ce dernier. Il est vrai que les montants, additionnels et remises ainsi calculés conformément à la loi spéciale en projet dépendent des décisions prises par les Communautés pour leur région linguistique respective. Il n'en demeure pas moins que c'est l'autorité nationale qui, par une loi spéciale, aura fixé le mode de calcul de l'impôt dû, en fonction de paramètres qu'elle ne contrôle pas moins que si elle retenait un autre critère tel que l'évolution de l'index ou du P.N.B."

Cette dernière comparaison paraît d'une pertinence discutable. L'évolution de l'index ou du P.N.B. constituent des points de référence objectifs, en ce sens qu'ils ne sont pas susceptibles de varier, pour reprendre les termes de l'exposé des motifs, "en fonction de la politique fiscale que (les Communautés) mèneront en fonction de leurs besoins et possibilités propres".

En réalité, le système retenu par la loi spéciale en projet suscite plusieurs questions en relation avec le régime constitutionnel actuellement en vigueur.

Le champ d'application territorial des décrets pris par les Conseils de Communauté dans les matières visées aux paragraphes 2, 2bis et 3 de l'article 59bis de la Constitution est décrit de manière détaillée par les paragraphes 4 et 4bis du même article, spécialement en ce qui concerne leur force obligatoire dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale où le refus du constituant de reconnaître des sous-nationalités l'a contraint à retenir des solutions complexes appelant un énoncé précis. Nulle règle

.../...

d'une précision comparable n'indique en revanche comment et à qui trouveraient à s'appliquer dans la même région les décrets qui, pris en vertu de l'article 110, § 2, alinéa 1er, de la Constitution, établiraient un impôt au profit d'une Communauté, de sorte que cette disposition semble curieusement dépourvue d'effet utile dans cette région. On voit mal, en effet, que l'impôt puisse, sans violer le principe d'égalité, s'appliquer sur la seule base des paragraphes 4 et 4bis de l'article 59bis, c'est-à-dire n'atteindre que les institutions qui, en raison soit de leurs activités, soit de leur organisation, doivent être considérées comme appartenant exclusivement à l'une ou à l'autre Communauté.

L'anomalie ne serait-elle pas supprimée par l'article 59bis, § 6, alinéa 1er, de la Constitution ? Cette disposition qui n'est pas invoquée dans l'exposé des motifs de la loi spéciale en projet mais bien dans la lettre précitée de la déléguée du Gouvernement, est libellée comme suit :

"Une loi adoptée à la majorité prévue à l'article 1er, dernier alinéa, fixe le système de financement des Communautés".

Le constituant a-t-il voulu en adoptant cette disposition, habiliter le législateur spécial à donner lui-même aux décrets des Communautés en matière d'impôts un effet dans la région de Bruxelles-Capitale et à déterminer les modalités de cet effet ?

En l'absence de toute indication dans les travaux préparatoires du paragraphe 6, il est impossible de donner

.../...

une réponse certaine à cette question. Des arguments de poids peuvent être invoqués dans un sens ou dans l'autre.

1. Comme on l'a vu, le constituant a pris soin de régler lui-même avec minutie les effets, dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, des décrets des Conseils de Communauté. Il paraît donc surprenant qu'il ait abandonné cette compétence au législateur spécial sans que les travaux préparatoires du paragraphe 6 expliquent cette différence de méthode (1).

2. Un principe général de droit, qui se trouve exprimé par les articles 110 à 115 de la Constitution, veut que les citoyens ont le droit de consentir à l'impôt. Les personnes qui, dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, seront amenées à payer une redevance radio et télévision seront-elles en mesure de contrôler, par elles-mêmes ou par leurs représentants, les autorités qui détermineront en partie le montant de cette redevance ? Chacune d'elles est appelée à désigner les mandataires bruxellois qui, selon les modalités prescrites dans la Constitution et dans la loi du 3 juillet 1971 relative à la répartition des membres des Chambres législatives en groupes linguistiques,

(1) On ne peut s'empêcher de rappeler à cet égard que l'exposé des motifs de la loi spéciale en projet n'invoque pas, du moins explicitement, le paragraphe 6 de l'article 59bis. Dans une formule non exempte d'ambiguïté, il affirme que le projet procède "comme l'article 59bis, §§ 4 et 4bis, de la Constitution le fait pour les compétences des Communautés visées à l'article 59bis, §§ 2, 2bis et 3". Là est précisément le problème.

siègent dans les Conseils de Communauté. Mais, ne disposant que d'un vote, chacune d'elles ne saurait en même temps contribuer à élire un mandataire dans le Conseil flamand et dans le Conseil de la Communauté française. Sur ce point encore, le silence des travaux préparatoires ne laisserait pas de surprendre, s'il fallait donner au paragraphe 6, alinéa 1er, la portée d'une habilitation aussi large.

3. Il a déjà été indiqué que le pouvoir de lever des impôts conféré aux Communautés par l'article 110, § 2, de la Constitution, demeurerait théorique, à moins d'être exercé en violation du principe d'égalité, s'il était sans effet dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale ou s'il ne s'y appliquait qu'aux seules institutions. La double constatation que les Communautés n'ont pas, dans cette région, des compétences définies sur une base territoriale et qu'a été constamment récusé le facteur de rattachement qui dériverait d'une sous-nationalité conduirait à cette conséquence difficilement admissible du point de vue de l'égalité des citoyens devant l'impôt que toute levée d'un impôt communautaire y serait impossible dans l'état actuel de la Constitution. Aussi, une interprétation large de l'habilitation donnée au législateur spécial par l'article 59bis, § 6, alinéa 1er, paraît bien être la seule

.../...

solution qui permette de surmonter cette difficulté et d'éviter cette inégalité (1).

Il appartiendra au législateur spécial, appelé à se prononcer au cours de la législature pendant laquelle a été adopté le paragraphe 6, alinéa 1er, de l'article 59bis, de décider si cette disposition l'habilite à adopter la loi spéciale en projet sans une modification préalable de la Constitution, modification qui donnerait à la solution envisagée par la loi spéciale en projet une base juridique indiscutable.

(1) L'objection selon laquelle le système retenu par le projet de loi spéciale serait néanmoins contraire au principe de l'égalité des citoyens devant l'impôt, dans la mesure où, pour une même Communauté, les contribuables seraient soumis à des impôts dont les montants varieraient selon la localisation du fait générateur, ne tient pas compte de la situation spécifique à Bruxelles, singulièrement du refus de tout critère lié à une sous-nationalité, et donc de la nécessité d'y prévoir une solution particulière.

De Raad van State heeft niet kunnen uitmaken of het advies van de inspecteur van Financiën en de goedkeuring van de minister van Begroting gekregen of zelfs maar gevraagd zijn.

Gelet op het belang en de dringende noodzakelijkheid van het ontwerp, heeft de Raad van State evenwel geoordeeld dat hij dit advies moest uitbrengen, onder voorbehoud dat aan die vormvereisten wordt voldaan.

*

*

*

Bij de Raad van State is een ontwerp van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en gewesten ingediend.

De ontworpen bijzondere wet streeft een tweevoudig doel na. Enerzijds maakt ze van het kijk- en luistergeld "een volwaardige gemeenschapsbelasting" (commentaar bij artikel 2). Anderzijds machtigt ze de Gemeenschappen om opcentiemen te innen en om kortingen toe te kennen op de personenbelasting "onder dezelfde voorwaarden als deze die voor de Gewesten zijn bepaald" (commentaar bij artikel 3).

De steller van het ontwerp laat niet na er in de memorie van toelichting op te wijzen dat "het toekennen van een daadwerkelijke fiscale bevoegdheid aan de Vlaamse Ge-

meenschap en aan de Franse Gemeenschap een (groot) juridisch probleem" doet rijzen dat in hoofdzaak voortkomt uit het ontbreken van "subnationaliteiten", "in België in het algemeen en in het tweetalig gebied BrusselHoofdstad in het bijzonder".

De bijzondere wet is bedoeld om dat probleem op te lossen. Zo wordt er in die wet geprobeerd effectief uitwerking te geven aan artikel 110, § 2, van de Grondwet - dat ten voordele van de Gemeenschap een autonome fiscale bevoegdheid organiseert die ze "door een decreet" moet uitoefenen - en aan artikel 59bis, § 6, van de Grondwet - dat het aan de bijzondere wet overlaat om een aanvullend "financieringsstelsel" te organiseren ten voordele van de Gemeenschap en dat door zijn stilzwijgen niet uitsluit dat gebruik wordt gemaakt van een decreet om de concrete regeling van de aldus georganiseerde financiering vast te stellen.

Wat het kijk- en luistergeld betreft, kan het ontworpen systeem worden beschreven als volgt.

De Staat blijft bevoegd om in een wet de heffingsgrondslag van het kijk- en luistergeld en de vrijstellingen vast te stellen (het ontworpen artikel 5bis, § 3).

De Gemeenschap van haar kant is met ingang van het begrotingsjaar 1992 bevoegd om bij decreet de aanslagvoet van het kijk- en luistergeld dat in het overeenstemmende taalgebied wordt geïnd, te wijzigen (het ontworpen artikel 5bis, § 2, eerste lid).

.../...

De aanslagvoet die aldus volkomen onafhankelijk wordt vastgesteld door de Vlaamse Gemeenschapsraad en de Franse Gemeenschapsraad voor respectievelijk het Nederlandse taalgebied en het Franse taalgebied, zal evenwel een uitwerking hebben in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad omdat in dat gebied, luidens het ontworpen artikel 5bis, § 2, tweede lid, "de aanslagvoet van de in paragraaf 1 bedoelde belasting gelijk (is) aan de som van 20 % van de aanslagvoet van toepassing in het Nederlandse taalgebied en 80 % van de aanslagvoet van toepassing in het Franse taalgebied". Daarmee samenhangend wordt, krachtens het ontworpen artikel 5bis, § 4, de netto-opbrengst van de belasting die in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad is geheven, over de twee Gemeenschappen verdeeld volgens dezelfde verhouding. Dat systeem wordt in de memorie van toelichting samengevat als volgt : "De decreten van de Gemeenschappen worden niet rechtstreeks op Brussel toegepast, maar de fiscale last die zij verschuldigd zijn varieert in functie van het fiscaal beleid dat de Gemeenschappen voeren in functie van hun eigen behoeften en mogelijkheden".

Door de auditeur-verslaggever om uitleg gevraagd over de bevoegdheid van de bijzondere wetgever om de uitwerking van decreten van de Vlaamse en de Franse Gemeenschap op die manier uit te breiden tot het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, heeft de gemachtigde van de Regering inzonderheid het volgende geantwoord :

"La loi en projet se fonde essentiellement sur l'article 59bis, § 6, alinéa 1, de la Constitution. Comme l'avait observé le Conseil d'Etat dans son avis

.../...

relatif au projet de loi spéciale "relative au financement des Communautés et des Régions", il s'agit, par cette loi, de régler le financement des Communautés en leur attribuant une compétence fiscale complémentaire - mode dérivé de financement - et non pas de régler le pouvoir fiscal propre qui leur est directement attribué par l'article 110 de la Constitution (doc. parl., Ch., 635/1 - 1988, pp. 62 à 64).

En effet, outre qu'elle attribue aux Communautés le produit de la redevance radio et télévision et une partie du produit de l'impôt des personnes physiques, la loi en projet autorise les Communautés à modifier le montant de la redevance précitée ainsi qu'à percevoir des centimes additionnels et à accorder des remises sur l'impôt des personnes physiques. Elles ne peuvent toutefois exercer cette compétence fiscale complémentaire que sur le territoire de la région unilingue correspondante et non pas sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale. Pour ce territoire, c'est la loi spéciale en projet qui fixe elle-même le mode de calcul des montants, additionnels et remises à appliquer, ainsi que la répartition entre les Communautés des recettes perçues conformément à ce dernier. Il est vrai que les montants, additionnels et remises ainsi calculés conformément à la loi spéciale en projet dépendent des décisions prises par les Communautés pour leur région linguistique respective. Il n'en demeure pas moins que c'est l'autorité nationale qui, par une loi spéciale, aura fixé le mode de calcul de l'impôt dû, en fonction de paramètres qu'elle ne contrôle pas moins que si elle retenait un autre critère tel que l'évolution de l'index ou du P.N.B."

De relevantie van die laatste vergelijking lijkt betwistbaar. De evolutie van het indexcijfer of van het B.N.P. is een objectief referentiepunt omdat het niet, om het met de woorden van de memorie van toelichting te zeggen, zal variëren "in functie van het fiscaal beleid dat de Gemeenschappen voeren in functie van hun eigen behoeften en mogelijkheden".

.../...

In feite doet het systeem waarvoor in de ontworpen bijzondere wet is geopteerd, verscheidene vragen rijzen die verband houden met het thans geldende grondwettelijk stelsel.

De territoriale werkingssfeer van de door de Gemeenschapsraden uitgevaardigde decreten inzake de aangelegenheden bedoeld in de paragrafen 2, 2bis en 3 van artikel 59bis van de Grondwet wordt op omstandige wijze beschreven in de paragrafen 4 en 4bis van hetzelfde artikel, inzonderheid wat hun bindende kracht betreft in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, waar de weigering van de grondwetgever om subnationaliteiten te erkennen hem ertoe heeft verplicht ingewikkelde oplossingen aan te nemen die in duidelijke bewoordingen worden gesteld. Geen enkele regel met een vergelijkbare duidelijkheid geeft daarentegen aan hoe en op wie de krachtens artikel 110, § 2, eerste lid, van de Grondwet uitgevaardigde decreten, waarbij een belasting zou worden ingevoerd ten voordele van een Gemeenschap, in hetzelfde gebied toepassing zouden kunnen vinden, zodat die bepaling in dat gebied merkwaardigerwijs blijkbaar geen enkel nuttig gevolg heeft. Men ziet immers niet goed in dat de belasting, zonder het gelijkheidsbeginsel te schenden, toepassing kan vinden op grond alleen van de paragrafen 4 en 4bis van artikel 59bis, namelijk dat zij alleen de instellingen treft die, wegens hun activiteiten of wegens hun organisatie moeten worden beschouwd als uitsluitend behorend tot de ene of de andere gemeenschap.

Zou die anomalie niet worden ongedaan gemaakt door artikel 59bis, § 6, eerste lid, van de Grondwet ? Deze bepaling, waarnaar in de memorie van toelichting van de ontworpen bijzondere wet niet wordt verwezen, maar wel in de

voormelde brief van de gemachtigde van de Regering, luidt als volgt :

"Een wet aangenomen met de in artikel 1, laatste lid, bepaalde meerderheid, stelt het financieringsstelsel voor de Gemeenschappen vast".

Heeft de grondwetgever, door die bepaling aan te nemen, de bijzondere wetgever willen machtigen om zelf aan de decreten van de Gemeenschappen inzake belastingen uitwerking te verlenen in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest en om de nadere regels daartoe vast te stellen ?

Bij ontstentenis van enige aanwijzing in de parlementaire voorbereiding van paragraaf 6, is het onmogelijk een vaststaand antwoord te geven op die vraag. Zowel in deze als in gene zin kunnen krachtige argumenten worden aangevoerd.

1. Zoals er reeds op gewezen is, heeft de grondwetgever ervoor gezorgd zelf nauwkeurig de uitwerking te regelen van de decreten van de gemeenschapsraden in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad. Het lijkt dus vreemd dat hij die bevoegdheid heeft overgelaten aan de bijzondere

wetgever zonder dat in de parlementaire voorbereiding van paragraaf 6 over dat onderscheid uitleg wordt verstrekt (1).

2. Volgens een algemeen rechtsbeginsel, dat wordt weergegeven in de artikelen 110 tot 115 van de Grondwet, hebben de burgers het recht in te stemmen met de belasting. Zullen de personen die in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad kijk- en luistergeld zullen moeten betalen, in de mogelijkheid verkeren om zelf of langs hun vertegenwoordigers de overheden te controleren die de aanslagvoet van die belasting gedeeltelijk vaststellen? Ieder van die personen moet de Brusselse gezagsdragers aanwijzen die, op de wijze die is bepaald in de Grondwet en in de wet van 3 juli 1971 tot indeling van de leden van de Wetgevende Kamers in taalgroepen, zitting houden in de Gemeenschapsraden. Maar aangezien zij elk slechts over één stem beschikken, kunnen zij niet tegelijkertijd een gezagsdrager kiezen in de Vlaamse Raad en in de Franse Gemeenschapsraad. Op dat punt zou het stilzwijgen van de parlementaire voorbereiding werkelijk vreemd kunnen lijken indien paragraaf 6, eerste lid, geacht zou moeten worden zo'n ruime machtiging in te houden.

3. Er is reeds op gewezen dat de door artikel 110, § 2, van de Grondwet aan de Gemeenschappen verleen-

(1) Er moet in dat verband worden op gewezen dat in de memorie van toelichting van de ontworpen bijzondere wet niet wordt verwezen, althans niet expliciet, naar paragraaf 6 van artikel 59bis. In die memorie wordt in niet ondubbelzinnige bewoordingen verklaard dat in het ontwerp wordt te werk gegaan "zoals artikel 59bis, §§ 4 en 4bis, van de Grondwet dit voor de bevoegdheden van de Gemeenschappen bedoeld in artikel 59bis, §§ 2, 2bis en 3, van de Grondwet doet". Daar ligt juist de moeilijkheid.

de bevoegdheid om belastingen te heffen theoretisch zou blijven, tenzij zij werd uitgeoefend met schending van het gelijkheidsbeginsel, indien zij geen uitwerking had in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad of indien zij er alleen op de instellingen van toepassing was. De tweevoudige vaststelling dat de Gemeenschappen in dat gebied geen bevoegdheden hebben die op een territoriale basis zijn vastgesteld, en dat het aanknopingspunt dat zou afgeleid worden uit een subnationaliteit, steeds is verworpen, zou tot de gevolgtrekking leiden dat elke heffing van een gemeenschapsbelasting er bij de huidige stand van de Grondwet onmogelijk zou zijn. Die gevolgtrekking is nauwelijks aanvaardbaar uit het oogpunt van de gelijkheid van de burgers voor de belasting. Een ruime interpretatie van de in artikel 59bis, § 6, eerste lid, aan de bijzondere wetgever verleende machtiging, lijkt dan ook de enige oplossing die

.../...

het mogelijk maakt die moeilijkheid uit de weg te ruimen en die ongelijkheid te vermijden (1).

De bijzondere wetgever, die zich moet uitspreken in de loop van de zittingstijd tijdens welke paragraaf 6, eerste lid, van artikel 59bis is aangenomen, zal moeten beslissen of die bepaling hem machtigt om de ontworpen bijzondere wet aan te nemen zonder voorafgaande wijziging van de Grondwet, welke wijziging voor de in de ontworpen bijzondere wet overwogen oplossing een onbetwistbare rechtsgrond zou opleveren.

(1) Het bezwaar volgens hetwelk de in het ontwerp van bijzondere wet gekozen regeling niettemin in strijd zou zijn met het beginsel van de gelijkheid van de burgers voor de belasting, in zoverre de belastingplichtigen, voor een zelfde Gemeenschap, belastingen zouden moeten betalen waarvan de bedragen zouden variëren naar gelang van de plaats waar het feit te situeren is dat ontstaan geeft aan de belasting, houdt geen rekening met de specifieke toestand te Brussel, in het bijzonder met het afwijzen van elk criterium dat samenhangt met een subnationaliteit en dus met de noodzaak aldaar te voorzien in een bijzondere oplossing.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : P. TAPIE,
de Heren :

premier président,
eerste voorzitter,

R. ANDERSEN,
J.-C. GEUS,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

P. GOTHOT,

Madame : R. DEROY,
Mevrouw :

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. B. DEROUAUX, référendaire.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. B. DEROUAUX, referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY.

P. TAPIE.